

La Lettre du CRJC #20

2^e semestre 2021

#éditorial - Nous débuterons cet éditorial en nous félicitant d'une arrivée. L'occasion nous est donnée de souhaiter la bienvenue à Eliaz Le Moulec, Professeur de droit privé, spécialiste de droit pénal, qui rejoint le CRJFC en ce début d'année 2022.

Notre laboratoire et l'UFR SJEPEG poursuivent leur politique de partenariat avec les juridictions et les praticiens locaux. Après le Barreau de Besançon et le Tribunal administratif de Besançon, Béatrice Lapérou-Scheneider et Christophe Lang signent une convention avec la Cour d'appel de Besançon, représentée par Madame Delpéy-Corbaux, Première Présidente, et Monsieur Barret, Procureur général. L'objectif de cette convention est, pour l'UFR SJEPEG, « d'assurer aux étudiants une connaissance plus fine d'un environnement professionnel futur ; de leur offrir une formation empirique ; et, pour le CRJFC, d'associer plus étroitement la recherche et la praxis. Nous souhaitons, en retour, offrir nos compétences et nos moyens à la Cour d'appel, et notamment répondre aux souhaits de formation continue des magistrats ».



Le lien entre la pratique et la théorie que nous évoquons ici se matérialisera en mars par trois manifestations. Tout d'abord la 2^e *journée d'étude de droit pénal social*, sous la coordination scientifique de Béatrice Lapérou-Scheneider. Ces journées d'étude seront amenées à s'organiser avec une plus grande régularité en lien étroit avec nos Collègues de l'Institut François Gény (Université de Lorraine). Suivra le 2^e

rendez-vous du droit de la santé, à Belfort, consacré au COVID-19 dans une perspective comparée franco-japonaise, sous la direction d'Amanda Dubuis. Enfin, un colloque relatif à *la procédure civile en France et en Suisse*, dans une perspective comparée, dirigé par Catherine Tirvaudey, Laurent Kondratuk et notre collègue François Bohnet, de l'Université de Neuchâtel.

Sur le terrain des publications collectives, ou par des membres du CRJFC, deux ouvrages sont annoncés chez Mare et Martin : les actes du colloque *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, dirigés par Amanda Dubuis et Béatrice Lapérou-Scheneider, paraîtront au printemps. L'ouvrage *Les grandes lois de la V^e République*, dirigé par Henri Bouillon, Renaud Bueb et Béatrice Lapérou-Scheneider, paraîtra avant l'été ou en septembre. Les actes de la journée des doctorants du CRJFC consacrée à *l'accès au juge* constituera un dossier dans les *Cahiers du CRJFC* fin mars, disponible librement à la consultation et au téléchargement sur le site du laboratoire. Nous signalerons enfin qu'Alexandre Ciaudo, dans la continuité de ses décorticages juridiques de la pop culture (Super héros, *Star Wars*), travaille à l'édition d'un ouvrage collectif sur Kaamelott et le droit, aux Presses universitaires de Franche-Comté, avant l'été. Ce nouvel ouvrage connaîtra certainement une suite, nombre de membres de notre centre étant intéressés par cette approche ludique du droit. ///

Sommaire // Intervention des membres du CRJFC (juillet-décembre 2021)
// Publications des membres du CRJFC (juillet-décembre 2021) // Projets
// Manifestations (1^{er} semestre 2022)
// Soutenances // Nouveaux doctorants // Vie du laboratoire

#Interventions des membres du CRJFC juillet-décembre 2021

Henri Bouillon "La gouvernance publique : d'une idée des pratiques administratives à une pratique des idées administratives", séminaire du Centre de recherche en gestion des organisations (CREGO), Dijon, 6 déc. 2021.

"L'esprit des institutions de la V^e République", conférence à l'Université populaire-IDEE du nord Franche-Comté, 14 nov. 2021.

"Les origines anthropologiques et philosophiques de la société civile", colloque *Le droit et la question des origines*, Stéphane Mouré (dir.), Tours, 15 oct. 2021.

"L'effet utile vue par le juge administratif", colloque *L'effet utile, outil d'interprétation ou d'émancipation du juge ?*, Sophie Monnier (dir.), Dijon, 24 sept. 2021.

Juliette Brunie Discutante dans le cadre de l'atelier de recherche *Chronique judiciaire et mémoire du nazisme, Des criminels nazis peu connus du grand public sous le feu des projecteurs*, Second volet : les années 2000-2021, Dijon, 24 sept. 2021.

"Le rôle des associations dans l'action en réparation du préjudice écologique pur", Colloque *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

Alexandre Ciaudo "Télérecours. La révolution numérique de l'accès au juge administratif", 6^e conférence annuelle de l'association française d'économie du droit (AFED), Besançon, 15 oct. 2021.

"Le juge, les délais et les caractères du procès administratif", Colloque *Les délais en contentieux administratif*, P. Caille (dir.), Metz, 23 sept. 2021.

Hélène De Pooter "Pandémie et migration", Migrations et droit international, Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), Dir Patrick Jacob et Thibaut Fleury-Graff, Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris, 4-5 nov. 2021.

"Promoting 'equity' as a principle in International Health Law (and translating it into concrete legal norms)", International Law Weekend: Reinvesting in International Law, 99th Annual Meeting of the American Branch of the International Law Association (ILA), via Zoom, 29 Oct. 2021. [<https://www.youtube.com/watch?v=HV6c8UHBktw>]

"La coopération internationale en matière de lutte contre les pandémies : perspective historique et développements contemporains", webinaire *Penser la pandémie Bourgogne Franche-Comté*, org. Patrick Giraudoux et Arnaud Mac 6 juill. 2021. [<https://www.youtube.com/watch?v=T4lJuCqib20&t=531s&pp=sAQA>]

Amanda Dubuis "L'accès de la société civile aux juges européens en matière de protection de l'environnement et de la santé", Colloque international *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

Marc-Antoine Granger "La sécurité publique sous contrôle juridictionnel : polices et autorité judiciaire dans la jurisprudence constitutionnelle depuis la décision Fueille des véhicules de 1977", 9^e colloque annuel de l'AFDSD, Toulon, 23 sept. 2021.

"Rapport de synthèse de l'atelier n°1 : "Dictionnaire de la sécurité", 9^e colloque annuel de l'AFDSD, Toulon, 24 sept. 2021.

Leila Lankarani "L'*amicus curiae* dans le contentieux du droit international économique mettant en cause les questions de santé et/ou d'environnement", Colloque international *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

"Frontières et lex sportiva", Colloque international *Genèse de l'olympisme, principes et gouvernance*, E. Monnin, P. Kamina et B. Lapérou-Schneider (coord.), CRJFC, CEROU, UBFC, Besançon, 24 sept. 2021.

Béatrice Lapérou-Schneider "Le rôle des associations de protection pénale de l'environnement et de la santé", Colloque international *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

Genèse de l'olympisme, principes et gouvernance, colloque international, première conférence du Cycle de conférences Droit et olympisme, Membre du comité scientifique et du comité d'organisation (avec P. Kamina et E. Monnin), CEROU et CRJFC, Besançon, 24 sept. 2021.

"L'accès au juge pénal, un concept en voie de disparition ?", 6^e conférence annuelle de l'association française d'économie du droit (AFED), Besançon, 15 oct. 2021.

"Les procédures alternatives au procès pénal ordinaire applicables aux organisations / personnes morales", avec le Pr. Manirabona, Séminaire franco-canadien de Montréal, 4 nov. 2021.

"L'exposition à des substances cancérigènes et l'action pénale", Le cadmium chez SAFT, Cycle de conférences "Les grands combats judiciaires de la santé au travail", Dir. I. Meftah-Hegedus, Strasbourg, 13 déc. 2021

Christine Lebel, "Le financement des exploitations agricoles en difficulté", Colloque *Le financement des entreprises : évolution et actualisation des outils juridiques*, Dir. S. Atsarias et P. Letourneur, Corte, 7-8 oct. 2021.

Présidence de travaux du colloque *Les coopératives agricoles : quelles transitions ?* Congrès AFDR 2021, Dijon, 15 et 16 oct. 2021.

"La participation aux instances décisionnelles", Colloque *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

Présidence de table ronde : "Le point de vue des magistrats (Président de tribunal de commerce, juge-consulaire et représentant du ministère public)", Colloque *Regards croisés sur la réforme du Droit des entreprises en difficulté*. Ord. n°2021-1193 du 15 sept. 2021, Dir. B. Gandhour et D. Voinot, Lille, 17 nov. 2021.

Participation à table ronde "Eviter l'isolement par la prévention des difficultés des exploitations agricoles", Colloque *L'isolement en ruralité*, Dir. S. Lebreton-Derrien et S. Moisdon-Chataigner, Laval, 19 nov. 2021.

Delphine Martin "Le droit d'auteur, accès aux contenus protégés dans un cadre pédagogique", Journée de formation *Excellence Métiers d'Arts*, Château-Chinon, 20 oct. 2021.

Chantal Mathieu "Les salariés, chevilles ouvrières de l'action en justice en matière de santé publique et d'environnement", Colloque *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé*, A. Dubuis et B. Lapérou-Schneider (dir.), Besançon, 16 et 17 sept. 2021.

Filali Osman (dir) *L'articulation entre la médiation et l'arbitrage : concurrence ou complémentarité ?* Journée méditerranéenne de la médiation et de l'arbitrage, webinaire international, 23 sept. 2021.

"La transnationalisation : les nouveaux fondements du droit de l'environnement ? La Soft law aux confins du droit et du non-droit", Colloque *Justice environnementale : le défi de l'effectivité*, Cour de cassation, 16 sept. 2021.

"L'application du droit public par l'arbitre international", colloque international *Arbitrage et droit public*, dir. M. Chambon et M. Lahouazi, Cergy Pontoise 21 et 22 oct. 2022.

Kristina Rasolonomalaza "Le financement des entreprises de l'économie sociale et solidaire", Colloque *Le financement des entreprises : évolution et actualisation des outils juridiques*, S. Atsarias et P. Letourneur (dir.), Corte, 7-8 oct. 2021.

"Les Communs peuvent-ils devenir la norme ?", Webséminaire de la Chaire Territoires de l'économie sociale et solidaire (TerrEss), *Communs et ESS*, 31 août 2021. ///

#Publications

des membres du CRJFC

juillet-décembre 2021

Henri Bouillon "Précision et imprécisions sur la légalité des redevances pour service rendu », JDA, 2021, Chronique Transformation(s) du Service Public 2017-2021, Mathieu Touzeil-Divina (dir.), Art. 379 [lien : <http://www.journal-du-droit-administratif.fr/precision-et-imprecisions-sur-la-legalite-des-redevances-pour-service-rendu/>]

Renaud Bueb "La paternité, histoire d'un droit et conte de fait", Dossier "Les familles au défi de l'avenir" (dir. Isabelle Corpart), *Le Furet. Petite enfance et diversité*, n°103, déc. 2021.

Alexandre Ciaudo (Dir. avec Yannick Lécuyer et Anne-Laure Mosbrucker) *Le droit contre-attaque. L'univers Star Wars au prisme du droit*, PUFC, 2021, 192 p.



"Réflexions sur les fonctions des Jedi dans la République galactique", Alexandre Ciaudo, Yannick Lécuyer et Anne-Laure Mosbrucker (dir.) *Le droit contre-attaque. L'univers Star Wars au prisme du droit*, PUFC, 2021, p. 65-70.

"La place des dinosaures au sein du patrimoine culturel", R. Maurel (dir.), *Le droit dans la saga Jurassic Park*, Enrick B éd., 2021.

Hélène De Pooter "L'OMS confrontée à la pandémie de COVID-19 : limites et potentialités du fonctionnalisme", *Annuaire français de droit international*, vol. 66 (2020).

"Le Conseil de l'Arctique est-il vraiment le 'principal forum intergouvernemental pour la région arctique' ? Bilan à l'occasion de son 25^e anniversaire", *Études internationales*, vol. 51, 2020, n°1, p. 31-58 (paru le 27 juill. 2021).

Olympe Dexant-de Bailliencourt "Refus d'anonymisation d'une décision de mise hors de cause", obs. sous AMF, Commission des sanctions, décision n°14 du 3 août 2021, SAN-2021-15 : *Droit des sociétés* n°12, déc. 2021, comm. 149.

"Absence de faute civile de Vivendi malgré une communication financière ayant donné lieu à une sanction administrative", note sous T. com. Paris, 7 juill. 2021, n°2011027112 T. com. Paris, 7 juill. 2021, n°2012033467 T. com. Paris, 7 juill. 2021, n°2012029636 T. com. Paris, 7 juill. 2021, n°2012056220 T. com. Paris, 7 juill. 2021, n°2012028100 : *Droit des sociétés* n°11, nov. 2021, comm. 135.

"Affaire Prologue : sanction d'un contournement de la procédure d'offre publique et désaveu de la commission des sanctions de l'AMF", note sous CA Paris, 22 avr. 2021, n° 20/039157, *Droit des sociétés* n°8-9, août 2021, comm. 107.

Amanda Dubuis "Pandémie de Covid-19 : La solidarité et la coopération opérationnelle entre États membres en matière médicale et logistique" (version actualisée 2021), E. Dubout et F. Picod (dir.), *Coronavirus et droit de l'Union européenne*, Bruylant, Droit de l'Union européenne, juill. 2021.

"Kinésithérapeute – La « micronutrition » ne peut pas être reconnue par le Conseil de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, faute de lien suffisant avec la profession", comm. sous CE, 5^e et 6^e ch. réunies, 19 fév. 2021, n°432994, RGDM, 2021, n°81.

"Kinésithérapeute – La 'micro-kinésithérapie', une pratique jugée illusoire et insuffisamment éprouvée", comm. sous CE, 5^e et 6^e ch. réunies, 19 fév. 2021, n°440021, RGDM, 2021, n°81.

"Chirurgiens-dentistes – L'absence d'interdiction absolue de publicité des chirurgiens-dentistes issue du droit de l'Union européenne ne dispense pas du respect du devoir de confraternité et de l'interdiction de pratiquer la profession comme un commerce", CE, 4^e et 1^{re} ch. réunies, 27 mai 2021, n°420178, RGDM, 2021, n°81.

"Les droits du patient et les pratiques non conventionnelles : une protection insuffisante en droit français", *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences*, 2021, n°3, vol. 32.



Charles Fortier (Dir. avec Cécile Chaussard et David Jacotot), *Le sport au carrefour des droits. Mélanges en l'honneur de Gérard Simon*, LexisNexis, 2021, 577 p.

Benoît Géniaut "La transaction et l'objet du principe d'égalité". Cass. (soc.), 12 mai 2021, n°20-10.796 à 20.10.800, *Revue de droit du travail*, 9, 2021, p. 523-524.

Christophe Geslot "L'office du Conseil d'État en matière de révision constitutionnelle", RFDC, n°127, 2021/3, p. 99-121.

"Les limites démocratiques du référendum national sous la V^e République", *Annales de droit constitutionnel* 2022, sous la dir. de Michel Verpeaux, Dalloz, 2021, p. 209-218.

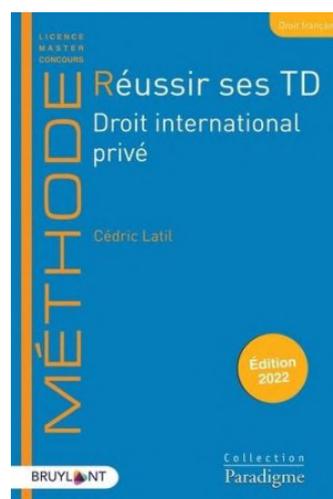
Marc-Antoine Granger "Sécurité privée : que dit la loi sécurité globale ?", AJCT, juill.-août 2021, n°7/8, p. 344-349.

"L'état militaire dans la jurisprudence constitutionnelle", *Annuaire du droit de la sécurité et de la défense*, vol. 5, 2021, p. 71-80.

Leila Lankarani "L'affaire de la sécession de la Crimée et de Sébastopol de l'État d'Ukraine : qu'aurait dit la CIJ de ce 'cas de figure' au nom du droit international ?", *Penser la guerre Penser la paix, Mélanges en l'honneur du Professeur Rahim Kherad*, Pedone, 2021, p. 251-268.

Béatrice Lapérou-Schneider "De quelques précisions relatives à la levée du secret médical en cas de signalement", comm. ss CE, 4^e et 1^{re} ch. réunies 19 mai 2021, n°431352 et 431346, RGDM 2021, n°81, p. 318.

Cédric Latil *Droit international privé*, Bruylant, 283 p.



"Captation non consentie de l'image d'une personne", JCP G, 39, sept. 2021, p. 1722-1725.

"Indivision et élagage d'une haie voisine", *Revue de droit rural*, 495, sept. 2021, p. 51-52.

"Création d'une œuvre sentimentale au personnage de bande dessinée Tintin et admission de l'exception de parodie", note sous TJ Rennes, 10 mai 2021, Soc. Moulinsart c/X. Marabout, n°RG17/04478, RLDI 8-9/2021, n°6015, p. 9.

"Découverte d'un trésor : transaction annulée et pluralité d'inventeurs", note sous Cass. civ. 1^{re}, 16 juin 2021, Domaine de Failly, n°19-21.567, RLDC 11/2021, n°7011, p. 14.

"Le mot du mois : Image", RLDC 12/2021, n°7029, p. 39.

"Compétence pour ordonner des mesures d'instructions en France". Note sous Cass. civ. 1^{re}, 27 janv. 2021, soc. Koch c/ Soc. Ouragan Films et Saint Thomas, n°19-16.917, JDI 2021, p. 1360.

Christine Lebel "Création du registre national des entreprises et exploitations agricoles", RD rur déc. 2021, Etude 23.

"La cessation du bail principal entraîne la fin de la sous-location sans congé préalable, sauf en cas de renouvellement accordé par la propriétaire". Note sous Cass 3^e civ., 6 mai 2021, n°20-13.511), Rev. Loyers juil. 2021, n°1019, p. 328

"Précisions jurisprudentielles relatives au contrôle des structures". Note sous CE, 5^e et 6^e Ch. réunies, 16 juin 2021, n°437587 et CE, 5^e et 6^e Ch. réunies, 2 juill. 2021, n°432801 et 432802) Lexbase Hebdo - Ed. Privée Générale n°875, 2 sept. 2021

"Inéligibilité aux procédures collectives de l'associé-exploitant d'EARL en cette seule qualité". Note sous CA Angers, 13 juill. 2021, n°20/01322, Lexbase Hebdo - Ed. affaire n°688 du 16 sept. 2021.

"Fixation de l'indemnité d'occupation due par le preneur maintenu dans les lieux à l'expiration du bail". Note sous Cass 3^e civ., 17 juin 2021, n°20-15.296, B, Rev. Loyers oct. 2021, n° 1021, p. 391.

"Déplafonnement du loyer renouvelé et ses effets". Note sous Cass 3^e civ., 9 sept. 2021, n°19-19.285, B, Rev. Loyers nov. 2021, n°1022, p. 453.

"Coopératives agricoles. Lorsque l'usage ne prouve pas tout !". Note sous CA Rennes, 2^e ch., 5 févr. 2021, n°17/06007, RD rur. 2021, com. 245.

"Nullité d'une délibération du conseil d'administration d'une coopérative viticole". Note sous CA Nîmes, 4^e ch. com., 13 janv. 2021, n°18/03002, RD rur. 2021, com. 246.

"Existence d'une contestation sérieuse d'une créance et saisine du juge compétent". Note sous Cass. com., 29 sept. 2021, n°20-13.367, F-D, RD rur. 2021, com. 247.

"Principe d'unicité du jugement d'ouverture d'une procédure collective appliqué à la déclaration notariée d'insaisissabilité". Note sous Cass. com., 10 mars 2021, n°19-21.971, P, JCP E 2021, 1540.

"Modalités de fixation de l'indemnité d'éviction". Note sous Cass 3^e civ., 13 oct. 2021, n°20-19.340, B, Rev. Loyers déc. 2021, n°1022, p. 497.

"Le groupement forestier est une société civile". Note sous Cass. com., 29 sept. 2021, n°19-25.112, RD rur. 2021, com. 261

"Inéligibilité aux procédures collectives d'un gérant d'indivision". Note sous CA Nancy, 2^e ch. com., 23 juin 2021, n°20/00765, RD rur. 2021, com. 262.

"Plan de redressement et rejet de la demande de résolution - De l'utilité de la régularisation en cours d'instance". Note sous CA Poitiers, 2^e ch. civ., 1^{er} juin 2021, n°20/02492, RD rur. 2021, com. 263.

"Inopposabilité d'un warrant agricole". Note sous CA Rennes, 3^e ch. com., 15 juin 2021, n°18/07093, RD rur. 2021, com. 264.

"Fonctionnement du compte bancaire : responsabilité du banquier". Obs sous CA Aix-en-Provence, ch. 3-3, 16 juin 2021, n°19/02885), RPC 2021, comm. 148.

"Notion d'acte de gestion courante : prise en compte du domaine d'activité de l'entreprise". Obs sous CA Toulouse, 1^{re} ch., sect. 1, 13 sept. 2021, n°19/01338, RPC 2021, comm. 149.

"Acte de procédure – Droit propre du débiteur". Obs sous CA Angers, ch. A, 20 oct. 2021, n°20/01444, RPC 2021, comm. 150.

"Cession de créances professionnelles : ratification par l'administrateur judiciaire". Obs sous Cass. com., 19 mai 2021, n°19-23.877, F-D, RPC 2021, comm. 151.

"Acte étranger à la gestion courante – Résiliation du bail des locaux". Cass. com., 8 sept. 2021, n°20-12.340, RPC 2021, comm. 152.

"Compensation légale entre créances et dettes postérieures nées régulièrement". Obs sous CA Lyon, 3^e ch. A, 29 avr. 2021, n°19/04207, RPC 2021 comm. 153.

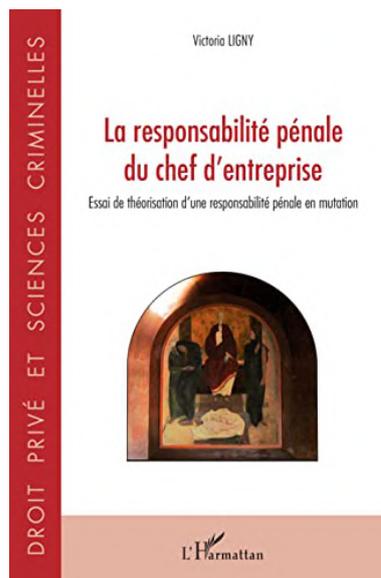
"Compensation de dettes antérieures connexes : nécessité d'une déclaration de créance". Obs. sous Cass. com., 20 oct. 2021, n°20-13.829, B, RPC 2021, comm. 154.

"Élaboration du plan de sauvegarde et du plan de redressement", Obs sous Ord. n°2021-1193, 15 sept. 2021, portant modification du livre VI du Code de commerce : JO 16 sept. 2021, texte n°21 D. n°2021-1218, 23 sept. 2021, portant modification du livre VI du Code de commerce, RPC 2021, comm. 155.

"Faillite personnelle ou interdiction de gérer : les juges du fond doivent caractériser le non-respect d'une obligation effectivement applicable". Cass. com., 29 sept. 2021, n°19-25.112, FS + B, Dossiers d'actualité LexisNexis du 5 oct. 2021.

"Création du Registre national des entreprises". Ord. n° 2021-1189, 15 sept. 2021 : JO 16 sept. 2021), JCN 2021, act. 891.

Victoria Ligny *La responsabilité pénale du chef d'entreprise. Essai de théorisation d'une responsabilité pénale en mutation*, L'Harmattan, 408 p.



Delphine Martin "Tintin au pays des femmes : parodie ou contrefaçon ?", *RJCom* 2021, n°6, p. 446.

"L'œuvre transformative, entre liberté d'expression et contrefaçon", *RJCom* 2021, n°4, p. 323.

Chantal Mathieu "L'inopposabilité d'un dispositif de surveillance illicite", *Droit ouvrier* sept. 2021, n°877.

"La médiation comme mode de règlement des conflits collectifs", Candice Martinez et Catherine Tirvaudey (dir.), Dossier "La médiation dans les relations de travail, enjeux et perspectives", *Les cahiers du travail social*, 2021, n°99, p. 79-89.

"Une vidéosurveillance illicite mais efficace", note sous Soc. 10 nov. 2021, *Dalloz étudiant*.

"Les droits aux congés payés du salarié malade", note sous soc. 28 sept. 2021, *Dalloz étudiant*.

"Du nouveau sur le rôle des salariés en faveur de l'environnement, Sur la loi du 22 août 2021 «climat et résilience», *Dalloz étudiant*.

"L'identité de l'employeur en droit disciplinaire", note sous Cass. Soc. 23 juin 2021, *Dalloz étudiant*.

Demba Mbow *Le secret dans l'arbitrage international. Approche critique*, L'Harmattan, 2021, 418 p.



Mathieu Petithomme "Is Podemos a populist party: an analysis of its political discourse and strategy", Karine Tournier Sol & Marie Gayte (dir.), *The Faces of Contemporary Populism in Western Europe and the US*, Palgrave Mac Millan, 2021, p. 61-78.

"Les traces du krausisme politique dans l'Espagne du temps présent. Ciudadanos et le libéralisme 'constitutionnaliste' conservateur", Oscar Pereira (dir.), *Krausisme politique et juridique en Europe*, Garnier, p. 383-404.

Génération Podemos. Sociologie politique d'un parti indigné, PUR, 2021, 300 p.



Fabienne Terryn Focus sur... La réforme du droit des sûretés, interview par M. Brillé-Champaux, *Dalloz étudiant*, nov. 2021.

"La prescription de l'hypothèque consentie pour garantir la dette d'autrui", Com. 2 juin 2021, n°20-12.908, *Dalloz étudiant*, juill. 2021.

Catherine Tirvaudey (Dir. avec Candice Martinez) Dossier "La médiation dans les relations de travail, enjeux et perspectives", *Les cahiers du travail social*, 2021, n°99, 152 p.

"Le cadre juridique de la médiation dans les relations de travail", Candice Martinez et Catherine Tirvaudey (dir.), Dossier "La médiation dans les relations de travail, enjeux et perspectives", *Les cahiers du travail social*, 2021, n°99, p. 61-78. ///

#Projets

// L'irruption du genre non-binaire dans la société et le droit (GeNoBi) sous la direction de Alexandre Ciaudo et Laurent Kondratuk

Le projet GeNoBi vise à étudier la problématique de la non-binarité et du rejet de la bicatégorisation de sexes dans ses dimensions juridique et sociale. Phénomène d'actualité et objet de débat virulent, l'appartenance au genre non-binaire pourrait concerner, d'après un ensemble d'études statistiques, près de 4 % de la population née après 1996. Le fait que ce mouvement soit continuellement ascendant implique de s'interroger sur les modalités de constitution d'une société plus inclusive pour les personnes non-binaires mais également, au-delà, sur l'hypothèse d'un délaissement progressif de la binarité/bicatégorisation "hommes-femmes" comme critère structurant du droit. L'étude donnera lieu à :

- une observation des lieux d'expression de la non-binarité (parcours individuels, discoursivité et activisme) ;
- une interrogation des implications bioéthiques en droit ;
- une exploitation du matériau législatif, jurisprudentiel, doctrinal et de politiques publiques, voire les expertises, existant pour les problématiques de non-binarité, de transidentité et d'intersexuation (à l'échelle nationale et internationale).

Équipes de recherche concernées

Emmanuel Beaubatie (Chargé de recherche CNRS sociologie), Centre européen de sociologie et de science politique (UMR 8209) ; Xavier Bioy (PR de droit public), Institut Maurice Hauriou, Université de Toulouse 1 Capitole ; Marie-Xavière Catto (MCF en droit public), Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (UMR 8103), Université de Paris I Panthéon-Sorbonne ; Karine Espineira

(post-doctorante SIC et sociologie), Laboratoire d'études de genre et de sexualité, Université Paris 8 ; Marie Mercat-Bruns (MCF HDR en droit privé), Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (UMR 3320), CNAM, École de droit de Sciences Po ; Geoffrey Willems (PR de droit privé), Centre de droit de la personne, de la famille et de son patrimoine, Université catholique de Louvain.

Le projet fait l'objet d'une inscription dans l'axe 1 "Sociétés en mutation" du pôle de recherche "Normes, pratiques et savoirs" de la MSHE Ledoux ; les porteurs ont déposé une pré-proposition en réponse à l'appel à projets générique 2022 de l'ANR (sous la direction de A. Ciaudo).

Informations : laurent.kondratuk[at]univ-fcomte.fr ///

#Manifestations (1^{er} semestre 2022)

// 2^e Journée d'étude de droit pénal social

10 mars 2022

Dir. Béatrice Lapérou-Schneider

13h45 - **Propos introductifs**

14h - **Harcèlement sexuel sur un salarié : quelle(s) responsabilité(s) pénale(s)** - Julie Gallois, Maître de conférences, Université de Lorraine.

14h20 - **La qualification de contrat de travail et le travail dissimulé** - Benoît Géniaut, Maître de conférences HDR, CRJFC, Université de Franche-Comté

14h40 - **Prostitution forcée et travail forcé** - Raphaël Dalmasso, Maître de conférences HDR, Université de Lorraine

15h - **La responsabilité disciplinaire du salarié corrompu** - Marc Segonds, Agrégé des facultés de droit, directeur du Master II droit pénal des affaires publiques et privées et du D.U. Compliance officer et sécurité financière (IRDEIC), Toulouse 1 Capitole, consultant, cabinet Borel et Del Prete (Aix-en-Provence)

15h20 - **Échanges**

15h50 - **La mise en danger du salarié** - Béatrice Lapérou-Schneider, Professeure des universités, directrice du CRJFC, co-directrice du Master contentieux, Université de Franche-Comté

16h10 - **La singularité de l'action publique et action civile en droit pénal de la sécurité sociale** - Renaud Salomon, Avocat général à la chambre criminelle de la Cour de cassation, professeur associé à l'université de Paris Dauphine PSL

16h30 - **La dénonciation par l'employeur de l'auteur de l'infraction routière** - Chantal Mathieu, Maître de conférences HDR, directrice du Master de droit social, CRJFC, Université de Franche-Comté

16h50 - **Échanges**

17h15 - **Fin des travaux**

Les actes de la journée seront publiés à la Semaine juridique. Social (JCP S)

Lieu : UFR SJPEG, amph. Cournot, 45D avenue de l'observatoire, Besançon / Visioconférence Teams

Inscriptions obligatoire / Informations : contact-crjfc@univ-fcomte.fr / +33 (0) 3 81 66 66 08

*Professionnels (formation continue) : 40€
Règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'agent comptable de l'Université de Franche-Comté (délivrance d'une attestation et d'une facture)
Étudiants, magistrats : gratuit*

// Les rendez-vous du droit de la santé. 2^e éd. "COVID-19 et droit de la santé. Regards croisés franco-japonais

11 mars 2022, 8h30-12h

dir. Amanda Dubuis

Allocutions d'ouverture, Olivier JOUFFROY, Directeur de l'UFR STGI et **Amanda DUBUIS**, Maître de conférences, directrice scientifique des Rendez-vous du droit de la santé

Partie I

La gestion de la pandémie de Covid-19 et de la politique vaccinale en droit français et japonais

Éclairages de droit comparé franco-japonais – Claire JOAQUIM, Maître de conférences, Université de Poitiers, CECOJI

La gestion de la pandémie de Covid-19 et la politique vaccinale en France – Étudiants en 3^e année de Licence en Droit de Belfort

La gestion de la pandémie de Covid-19 et la politique vaccinale au Japon – Haruna KAWASHIMA, Enseignant-chercheur, Université Keiō, Tokyo (Japon)

La jurisprudence COVID-19 de la Cour européenne des droits de l'homme – Jean-Pierre MARGUÉNAUD, Université de Limoges, Institut de droit européen des droits de l'homme

Discussions – Débats

Partie II

Les autres problématiques juridiques liées à la lutte contre la propagation de la COVID-19

Le droit vétérinaire face à la pandémie de COVID-19 – Maud CINTRAT, Maître de conférences, Université Claude Bernard Lyon 1, Laboratoire Parcours de Santé systémique

L'isolement des personnes âgées dépendantes en temps de COVID-19 – Étudiants en 3^e année de Licence en Droit de Belfort

Le traitement du corps du défunt en temps de COVID-19 – Guillaume ROUSSET, Maître de conférences, Université Jean Moulin Lyon III, IFROSS
Éclairages de droit japonais – Haruna KAWASHIMA, Enseignant-chercheur, Université Keiō,

Tokyo (Japon)

Discussions - Débats

Lieu : UFR STGI, département AES-Droit, amphithéâtre (5^e étage), 10 rue du Général Roussel, Belfort

Inscriptions obligatoire / Informations : contact-crjfc@univ-fcomte.fr / +33 (0) 3 81 66 66 08

// La procédure civile en France et en Suisse : formation, mutations, influences

Colloque, 16-17 mars 2022

dir. François Bohnet (UniNE), Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (UFC)

Mercredi 16 mars 2022

13h30 - **Accueil**

14h - **Allocutions d'ouverture**

14h30 - **La rédaction d'un droit écrit : étude comparative comtoise et neuchâteloise – Jean-Baptiste Rauscher**, Doctorant, Université de Franche-Comté

15h - **La procédure civile française au XIX^e siècle – Renaud Bueb**, Maître de conférences HDR, Université de Franche-Comté

16h - **Défaut, contumace, relief... les mots et les règles concernant les ratés du contradictoire dans les procédures civiles françaises et suisses de la fin de l'Ancien Régime à nos jours – Denis Tappy**, Professeur, Université de Lausanne

16h30 - **Le code de 1976 – Loïc Cadiet**, Professeur, Université de Paris I

Judi 17 mars 2022

9h - **Accueil café**

9h20 - **L'influence de la Convention EDH sur le procès civil français – Cécile Chainais**, Professeur, Université de Paris II

9h40 - **L'influence de la Convention EDH sur le procès civil suisse – Valentin Rétornaz**, Docteur en droit, juge, Tribunal de district d'Hérens et Conthey

10h - **Discussion et pause**

10h40 - **La conciliation judiciaire. Regard comparé – Ariane Conus**, Doctorante, Université de Franche-Comté/UniNE

11h - **Les nouvelles technologies facilitent-elles l'accès au juge ? Réflexions sur le procès civil français – Marie Dochy**, Maître de conférences, Université de Lyon II

11h20 - **Les nouvelles technologies facilitent-elles l'accès au juge ? Réflexions sur le procès civil suisse – Sandra Mariot**, Avocate, Assistante doctorante, Université de Neuchâtel

11h40 - **Discussion**

14h - **Le temps et les écritures en procédure civile française – Soraya Amrani-Mekki**, Professeur, Université de Paris Nanterre

14h20 - **Le temps et les écritures en procédure civile suisse – François Bohnet**, Professeur, Université de Neuchâtel

14h40 - **Discussion**

15h - **L'exécution des décisions (regard français) –**

Sâmi Hazoug, Maître de conférences, Université de Franche-Comté
15h20 - **L'exécution des décisions (regard suisse)** -
Guillaume Jéquier, Avocat, Barreau de Neuchâtel
15h40 - *Discussion*
16h – **Synthèse** - **Nicolas Cayrol**, Professeur, Université de Tours, et **Catherine Tirvauday**, Maître de conférences HDR, Université de Franche-Comté
16h30 - **Fin du colloque**

Lieu : UFR SJPEG, amphi. Cournot, 45D avenue de l'observatoire, Besançon / Visioconférence Teams

Inscriptions obligatoire (avant le 9 mars) / Informations : contact-crjfc@univ-fcomte.fr / +33 (0) 3 81 66 66 08

Avocats (formation continue) : 1/2 journée du 16 mars : 40€ (sur place) / 30€ (en visioconférence) / Journée du 17 mars : 120€ (sur place, déj. compris) / 100€ (en visioconférence) / Ensemble du colloque 150€ (sur place, déj. compris) / 120€ (en visioconférence)

Étudiants, magistrats (France et Suisse), autre public (hors formation continue) : gratuit

Inscription et règlement en ligne : https://applications.univ-fcomte.fr/PAIEMENTENLIGNE_WEB/FR/Formulaire.wp?code=CMoJUQ1 ///

#Soutenances

// Marc-Antoine Granger a soutenu son habilitation à diriger des recherches le mercredi 8 décembre à l'UFR SJPEG (14h, salle des actes). Le jury était composé de Alexandre Ciaudo (Université de Franche-Comté) ; Olivier Gohin (Université Paris 2 Panthéon-Assas) ; Xavier Latour (Université Côte d'Azur) ; Florence Nicoud (Université Côte d'Azur) et Bertrand Warusfel (Université Paris 8).

// Bountouraby Yattara, *Les aspects juridiques du financement des grands projets d'infrastructures dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (dir. Matthieu Houser).

Cette thèse porte sur le droit de la commande publique dans l'espace de la CEDEAO et traite de l'introduction d'approches nouvelles dans le financement des infrastructures publiques à travers les partenariats public-privé, notamment l'approche CET (construction, exploitation, transfert) connu sous l'acronyme anglo-saxon "BOT". Alors que cette approche innovante de financement sur projet en Afrique de l'Ouest a démarré en Côte d'Ivoire avec le projet de Centrale Azito, la méthodologie s'est propagée dans la région en s'adaptant aux besoins et contexte de développement des pays. Ainsi, plusieurs projets ont été réalisés ces dernières années par le truchement des PPP. Il s'agit notamment du nouvel aéroport de Dakar, de l'autoroute qui relie Dakar au nouvel aéroport, du pont à péage d'Abidjan, du projet de barrage hydroélectrique de Souapiti en Guinée, de la Centrale thermique de Lomé, etc. En dépit de ce progrès et de l'effort législatif important entrepris par différents pays, les risques juridiques, financiers et institutionnels demeurent. Le succès des PPP dans la

région dépendra en partie de la capacité des États à mieux identifier ces risques afin de les gérer de manière proactive tout au long du processus de développement des projets.



La soutenance de thèse (droit public) s'est déroulée à l'UFR SJPEG le 24 novembre 2021. Le jury de thèse était composé de : Etienne Douat (Université de Montpellier, rapporteur), Vincent Dussart (Université de Toulouse 1-Capitole, rapporteur) et Céline Husson (Université de Picardie).

Soutenance annoncée

Jérémy Pidoux soutiendra sa thèse pour le doctorat de droit privé intitulée *L'accès au juge répressif* (sous la direction de Béatrice Lapérou-Schneider), le mercredi 13 avril 2022, salon Préclin (Faculté des Lettres, rue Mégevand). Le jury sera composé de Coralie Ambroise-Castérot, rapporteur (Université de Côte d'Azur) ; Antoine Botton (Université de Toulouse I-Capitole) ; Renaud Salomon (Université de Paris Dauphine) ; Étienne Verges, rapporteur (Université Grenoble Alpes). ///

#Nouveaux doctorants

Fati Assoumane Alzouma, *La place de l'enfant au sein des familles nigériennes, ivoiriennes et françaises* (dir. A. Brobbel Dorsman)

Abdias Bio Sero, *L'Évolution du Droit Pénal du Bénin : de l'époque coloniale au code de 2018* (dir. R. Bueb)

Jordane Fahy, *L'optimisation de la structure sociétaire des professions libérales réglementées* (dir. C. Lebel)

Arthur Guyot, *L'actionnariat familial des sociétés cotées* (dir. O. Dexant-de Bailliencourt)

Juliette Jamain, *Les politiques migratoires des États européens et leurs conséquences sur les droits fondamentaux* (dir. M. Petithomme)

Kouadio Koffi, *Le contrôle du respect de la démocratie électorale des États par les juridictions régionales : approche africano-européenne* (dir. L. Lankarani)

Essivi Justine Koumako, *La protection des droits*

fondamentaux dans les systèmes de santé au Togo : élaboration et perspectives (dir. R. Bueb et B. Bévière-Boyer, Univ. Paris 8)

Ndack Ndiaye, La justice négociée en matière de criminalité économique internationale, quelle place pour la victime ? (dir. B. Lapérou-Schneider et A. Manirabona, Univ. de Montréal)

Tatiana Roux, Les libertés publiques à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme (dir. A. Ciaudo)

Matthieu Scherrer, Le Conseil d'État et la lutte contre l'engorgement de la juridiction administrative (dir. A. Ciaudo)

Koffi Tsevi, L'institution d'une assurance vie environnementale comme levier de sauvetage des entreprises en difficulté (dir. C. Lebel) ///

// Vie du laboratoire



Arrivée au CRJFC de Eliaz Le Moulec, Professeur de droit privé. Nous lui avons demandé de se présenter en quelques mots...

"J'ai obtenu ma licence et mon Master à l'Université de Rennes 1. C'est également dans cette université que j'ai soutenu ma thèse dirigée par le professeur Édouard Verny. Cette thèse s'intitule *Pour un renouvellement du système répressif dit des atteintes juridiques aux biens*. Il s'agit d'une étude critique, théorique et pratique des incriminations de vol, d'abus de confiance, d'escroquerie, d'extorsion, d'abus de biens sociaux et des autres 'atteintes juridiques aux biens'. Elle s'achève par une proposition de modification du Titre I du Livre III du Code pénal. Après la soutenance de cette thèse, en juin 2019, j'ai poursuivi mes recherches sur ces incriminations en publiant régulièrement à leur sujet. Toutefois, je me suis également investi dans d'autres champs de recherches, en publiant par exemple sur le thème de la participation à l'infraction (commission, complicité, instigation) dans une perspective de droit comparé. J'ai en effet un grand intérêt pour les droits des pays hispanophones, intérêt qui s'est concrétisé par un séjour de recherches, réalisé pendant ma thèse, à l'Université Diego Portales, à Santiago du Chili. Durant

l'année 2021, j'ai passé le concours de l'agrégation au terme duquel j'ai choisi d'être affecté à l'Université de Franche-Comté. Désormais membre du Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté, je compte m'y investir pleinement, avec la même énergie que devant les étudiants". //



Séjour de recherche de Béatrice Lapérou-Schneider réalisé à l'université de Montréal (Canada), avec le soutien financier de la région Bourgogne Franche-Comté. Ce séjour se déroule en deux temps automne 2021/printemps 2022.

"Au plan pédagogique, le premier séjour m'a permis de rencontrer plusieurs collègues de droit criminel et de découvrir leurs méthodes d'enseignement dans ce pays de culture principalement anglo-saxonne. J'ai par ailleurs animé, avec mon collègue le Pr Manirabona, une séance de co-teaching à l'adresse des étudiants de 4^e année de l'université de Montréal et de ceux du Master contentieux 2 de l'université de Franche-Comté. Un projet de séance de co-teaching annuel inspiré de cette expérience est aujourd'hui à l'étude. Cela permettrait aux étudiants de part et d'autre de l'Atlantique de tisser des liens et à terme peut-être de mettre en place des échanges d'étudiants. Concernant la recherche, plusieurs projets sont actuellement à l'étude sur les terrains de la justice répressive consensuelle et du droit pénal de l'environnement avec la volonté de mettre en regard des systèmes juridiques différents afin d'étudier comment ils pourraient utilement s'enrichir mutuellement. Enfin, un projet de co-tutelle de thèse est en cours d'élaboration". ///

#CRJFC // Directrice : Béatrice Lapérou-Schneider (professeur de droit privé) // ITRF : Laurent Kondratuk [conception, rédaction et mise en forme] // Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex / tél. : +33 (0)3 81 66 66 08 // @ : contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr // URL : www.crjfc.univ-fcomte.fr // Twitter : @Labo_Crjfc // archives ouvertes : https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC

La Lettre du CRJFC est rédigée avec le logiciel libre de PAO Scribus : https://www.scribus.net/